

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INCINERIS - ESTHIMA

Avenue des grenots-Villeneuve Montfaucon
ZI SUDESSOR
91150 Étampes

Code AIOT : 0006520041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement INCINERIS - ESTHIMA implanté Ave des Grenots - Villeneuve Montfaucon ZI Sudessor 91150 Étampes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre de l'action nationale AIR et du contrôle inopiné air 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INCINERIS - ESTHIMA
- Ave des Grenots - Villeneuve Montfaucon ZI Sudessor 91150 Étampes
- Code AIOT : 0006520041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Esthima est une entreprise basée à Etampes qui propose des services de crémation pour les animaux de compagnie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution atmosphérique – Action nationale Air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
3	Réduction à la source	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
4	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
7	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
8	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
11	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
12	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
13	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
16	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
17	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 14 juin 2023 portant sur la prévention des pollutions atmosphériques n'a mis en évidence aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Lors de la visite du 14 juin 2023, l'inspection constate que les trois fours sont pourvus de cheminées. Ainsi, les poussières, gaz polluants et odeurs sont captés et traités à la source.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'exploitant indique que la gestion des cendres n'est effectuée par Esthima que sur le four rotatif R300. Les cendres tombent dans un bac fermé situé sous le four R300, la récupération se fait via un automate qui extrait le bac de récupération et le remonte à hauteur du sol. Ce dernier est ensuite transporté et vidé dans une benne étanche située sur le parking. Les deux autres fours servent à la crémation unitaire de petits animaux, les cendres sont systématiquement récupérées par les propriétaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
Constats : Lors de l'inspection du 14 juin 2023, l'exploitant indique qu'il met tout en œuvre pour réduire les émissions à la source, notamment via le pilotage et le chargement des fours. Le rejet de fumées noires peut avoir lieu lors de la crémation de gros animaux ou lors du dysfonctionnement du four, le cas échéant le four est immédiatement mis à l'arrêt et les causes recherchées. L'exploitant précise que les techniciens sont sensibilisés à la bonne conduite de l'équipement et ne démarrent pas un cycle de crémation directement avec un gros animal. Les techniques de production sont spécifiques à chaque four, ces dernières sont portées par le responsable technique ainsi que le responsable des opérations. La formation des techniciens est effectuée par compagnonnage, par ailleurs, des guides techniques de fonctionnement sont à disposition au niveau du poste de pilotage de l'appareil. Les descentes et remontées en température sont évitées autant que possible, les fours fonctionnent toute la semaine sans interruption de façon à optimiser l'efficacité énergétique de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Les rejets sont canalisés et au nombre de 3. Chaque four est pourvu de sa propre cheminée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Le débouché des cheminées ne présente pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. La hauteur des cheminées est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dilution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les effluents sont traités dans les règles de l'art et que ces derniers ne sont pas dilués avant éjection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de l'inspection, les techniciens du laboratoire diligentés pour effectuer le contrôle inopiné air ont indiqué que les points de prélèvement étaient conformes à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : L'inspection a constaté le jour de la visite du 14 juin 2023 que la hauteur des cheminées était supérieure à 10 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'installation est pilotée par un automate associé à une baie d'analyse qui enregistre les paramètres de combustion en temps réel. Ces derniers sont accessibles par le responsable d'exploitation même s'il n'est pas présent sur site. De fait, le technicien peut-être supporté à distance à tout moment.</p> <p>La maintenance des appareils est gérée par l'exploitant via un logiciel de GMAO de façon à prévoir et tracer les actions préventives ou curatives et rendre l'exploitation plus simple notamment lors des relèves de l'équipe technique.</p> <p>En l'absence de dysfonctionnement, les maintenances prévues sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage de la filtration et échangeur thermique (tous les 15 jours), - maintenance du four : nettoyage et graissage (tous les mois), - étalonnage de la baie d'analyse (tous les 2 mois).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les périodes d'indisponibilité ou de dysfonctionnement des appareils de combustion sont limitées et tracées via le logiciel de GMAO. Ce dernier fait office de registre des incidents. L'inspection a vérifié en présence du technicien d'exploitation que le dernier défaut dû à un problème de filtration a bien été suivi de l'arrêt du four et du nettoyage de l'échangeur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre et de produits absorbants. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté la réserve dans laquelle les filtres neufs ainsi que les sacs de produit absorbant sont stockés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> (...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : Les consignes d'exploitations des fours sont présentes sur les appareils et à disposition des techniciens. Le responsable technique a la responsabilité de leur mise à jour et de leur diffusion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Les rejets atmosphériques sont suivis de deux façons : - Par autosurveillance : la baie d'analyse permet de contrôler en permanence les paramètres de combustion et de piloter le four. En cas de dérive la cause est systématiquement recherchée. - Par surveillance externe : Conformément à l'Arrêté ministériel du 06/06/2018, les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'exploitant effectue autant que de besoin, à ses frais et en marge de l'autosurveillance, des contrôles périodiques via un laboratoire accrédité. En 2022 les installations ont été contrôlées à 3 reprises. Les résultats d'analyse sont tenus à disposition de l'inspection. Les causes des potentiels dépassements de VLE sont recherchées et argumentées. Chaque analyse non-conforme implique la reprogrammation d'un contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le contrôle des rejets est effectué à minima une fois par an par un organisme agréé au travers d'une commande réalisée par l'exploitant lui même ou via un contrôle inopiné Air diligenté par l'inspection des installations classées. Le laboratoire choisi par Esthima pour ses contrôles réglementaires (laboratoire KALI'AIR) possède la portée d'accréditation COFRAC n°1-5567. Le laboratoire choisi pour la réalisation des contrôles inopinés (laboratoire MAPE) possède la portée d'accréditation COFRAC n°1-6387. Ces deux laboratoires sont agréés pour la réalisation des contrôles des émissions dans l'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence. Le contrôle des rejets atmosphériques effectué par la société MAPE du 15 au 16 juin 2022 (Ref G003220465-02) fait état des méthodes analytique suivantes : NF EN 15 259 : recherche des points de prélèvement, NF X 43 551 : exigences spécifiques aux mesurages. Les méthodes de débitimétrie : NF EN ISO 16911-1 FD X 43-140 : vitesse débit et volume NF EN 14 790 : concentration en vapeur d'eau. Les méthode d'analyse des polluants : NF EN 1911 : concentration en Hcl, NF EN 14791 : concentration en SO2, NF EN 13284-1 : poussières, NF EN 14 385 : concentration en métaux lourds. Prélèvement et analyse en ligne : NF EN 1948-1 : PCDD/PCDF, NF EN 14789 : O2, NF EN 15 058 : CO, NF EN 14792 : Nox, XP X 43-554 : CH4, COV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le dernier rapport d'analyse effectué par la société MAPE les 15 et 16 juin 2022 (Ref G003220465-02). Le laboratoire indique que toutes les VLE sont respectées. L'inspection vérifie et constate que les VLE sont respectées mesure par mesure (3 mesures pour chaque paramètre).</p> <p>La moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>Le rapport de contrôle inopiné 2023 des rejets atmosphériques du 11/07/2023 ne montre pas de dépassement significatif de VLE.</p> <p>Le débit mesuré pour le four R300 dépasse la valeur nominale détaillée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation : 3200 m³/h. Selon l'arrêté ministériel du 02 février 1998 dans le cas où le débit dépasse 5000 m³/h la vitesse d'éjection doit être supérieure à 8 m/s. Le jour du contrôle inopiné air du 17/07/2023 la vitesse d'éjection pour le four R300 est de 8,2 m/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 4.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières (mg/m³) : 100</p> <p>Monoxyde de carbone (mg/m³) (3) : 100</p> <p>Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (mg/m³) (3) : 20</p> <p>Oxydes d'azote (mg/m³) (3) : 500</p> <p>Chlorure d'hydrogène (mg/m³) (3) : 100</p> <p>Dioxyde de soufre (mg/m³) (3) : 300</p> <p>Métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) (mg/m³) (2) (4) : 5</p> <p>Dioxines et furanes (ng/m³) (4) : —</p> <p>(2) : Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V)</p> <p>(3) : moyenne par heure</p> <p>(4) : Valeurs mesurées sur une période test de 6 à 8 heures ; dans le cas où l'incinérateur ne présente pas de cycle de fonctionnement supérieur à 6 heures, les modalités de mesures sont définies par voie de circulaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des VLE sont respectées pour l'année 2022 (cf fiche précédente).</p> <p>L'inspection vérifie que les VLE utilisées par les laboratoires sont cohérentes aux VLE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/03/2017.</p> <p>Les VLE détaillées dans l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 sont bien celles reprises par les laboratoires de contrôle extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet